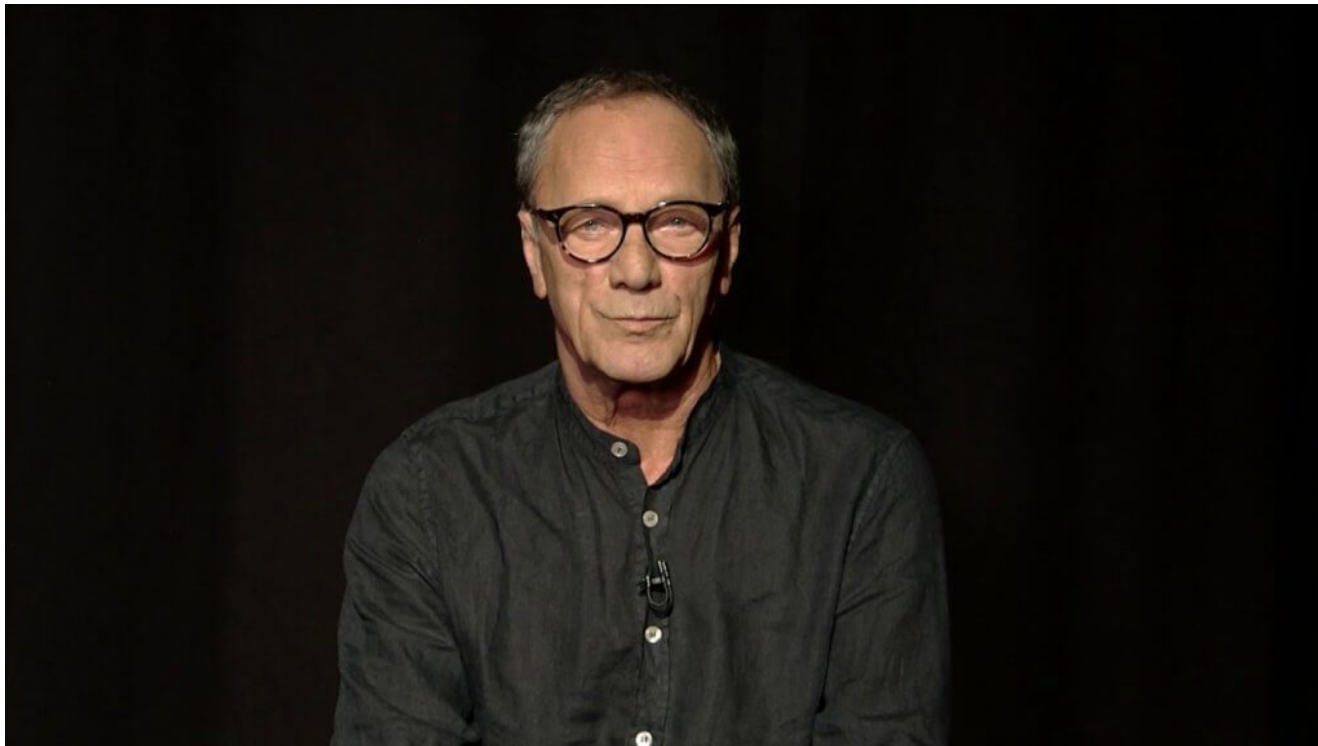


Comment Israël fait la guerre à l'histoire palestinienne



Mohammed Bakri

Par Jonathan Cook, le 21 août 2020

Quand l'acteur palestinien Mohammed Bakri a réalisé un documentaire sur Jénine en 2002 – filmé immédiatement après que l'armée israélienne eut achevé de saccager cette ville de Cisjordanie, laissant la mort et la destruction derrière elle – il a choisi un narrateur inhabituel pour sa première scène : un jeune Palestinien muet.

Jénine a été isolée du monde pendant près de trois semaines pendant que l'armée israélienne rasait le camp de réfugiés voisin et terrorisait sa population.

Le film de Bakri, « *Jénine* », montre le jeune homme se hâtant silencieusement entre les immeubles détruits, utilisant son corps nerveux pour bien illustrer les endroits où les soldats israéliens ont abattu des Palestiniens et où leurs bulldozers ont fait s'effondrer les maisons, parfois sur leurs habitants.

Il n'était pas difficile d'en déduire une signification plus large par Bakri : quand il est question de leur propre histoire, les Palestiniens n'ont pas droit à la parole. Ils sont les témoins silencieux de leurs propres souffrances et maltraitements, et de celles de leur peuple.

L'ironie, c'est que Bakri a lui-même subi le même sort depuis *Jénine*, il y a 18 ans que Jénine a été libérée. Aujourd'hui, on se souvient peu de son film, ni des crimes choquants qu'il a enregistrés, sauf de ces batailles juridiques sans fin afin de le maintenir hors des écrans.

Depuis, Bakri est bloqué dans les tribunaux israéliens, accusé d'avoir diffamé les soldats qui ont mené l'attaque. Il a payé un prix personnel élevé. Des menaces de mort, la perte de travail et des frais juridiques interminables qui l'ont presque ruiné. Le verdict, pour le plus récent des procès intentés contre lui – cette fois soutenu par le ministre de la Justice israélien – est attendu dans les semaines à venir.

Bakri est une victime particulièrement importante de la guerre menée depuis si longtemps par Israël contre l'histoire palestinienne. Mais il en existe d'autres exemples, innombrables.

Depuis des décennies, ce sont des centaines d'habitants

palestiniens dans le sud de la Cisjordanie qui luttent contre leur expulsion alors que les autorités israéliennes les présentent comme des « squatters ». D'après Israël, les Palestiniens sont des nomades qui ont construit imprudemment des maisons sur des terres dont ils se sont emparés à l'intérieur d'une zone de tir de l'armée.

Les demandes reconventionnelles des villageois ont été ignorées jusqu'à ce que la vérité soit récemment exhumée des archives d'Israël.

Ces communautés palestiniennes sont, en réalité, indiquées sur des cartes antérieures à Israël. Des documents officiels israéliens présentés à un tribunal le mois dernier montrent qu'Ariel Sharon, un général qui s'était fait politicien, a conçu une politique qui consistait à établir des zones de tir dans les territoires occupés afin de justifier les expulsions massives de Palestiniens, comme ces communautés dans les collines d'Hébron.

Les habitants ont eu la chance de voir leurs réclamations vérifiées officiellement, même s'ils sont toujours dépendants d'une justice incertaine de la part d'un tribunal de l'occupant israélien.

Les archives d'Israël sont scellées à la hâte précisément pour éviter tout danger que des documents puissent confirmer une histoire palestinienne depuis si longtemps mise sur la touche et ignorée.

Le mois dernier, la Cour des comptes israélienne, organisme de surveillance, a révélé que plus d'un million de documents

archivés étaient toujours inaccessibles, alors qu'ils avaient dépassé leur date de déclassification. Néanmoins, certains sont passés à travers les mailles du filet.

Par exemple, les archives ont confirmé certains des massacres à grande échelle de civils palestiniens perpétrés en 1948 – l'année où Israël a été établi en dépossédant les Palestiniens de leur patrie.

Lors de l'un de ces massacres, à Dawaymeh, près de l'endroit où des Palestiniens luttent aujourd'hui contre leur expulsion d'une zone de tir, des centaines d'entre eux ont été exécutés, alors même qu'ils n'opposaient aucune résistance, afin d'inciter l'ensemble de la population à fuir.

D'autres dossiers ont corroboré les affirmations des Palestiniens selon lesquelles Israël avait détruit plus de 500 villages palestiniens lors d'une vague d'expulsions massives, cette même année, pour dissuader les réfugiés de tenter de revenir chez eux.

Des documents officiels ont également réfuté l'affirmation qui prétend qu'Israël avait supplié 750 000 réfugiés palestiniens de rentrer chez eux. En réalité, comme le révèlent les archives, Israël a occulté son rôle dans le nettoyage ethnique de 1948 en inventant une histoire pour se couvrir, selon laquelle ce sont les dirigeants arabes qui ont ordonné aux Palestiniens de partir.

La bataille pour l'éradication de l'histoire palestinienne ne se déroule pas simplement dans les tribunaux et les archives. Elle commence dans les écoles israéliennes.

Une nouvelle étude d'Avner Ben-Amos, professeur d'histoire à l'Université de Tel Aviv, montre que les élèves israéliens n'apprennent presque rien de vrai sur l'occupation, bien que beaucoup d'entre eux auront à l'appliquer bientôt comme soldats dans une armée prétendument « morale » qui règne sur les Palestiniens.

Dans les manuels de géographie, les cartes suppriment ce qui est appelée la « Ligne verte » – la frontière qui délimite les territoires occupés – afin de présenter un Grand Israël longtemps souhaité par les colons. Les cours d'histoire et d'éducation civique esquivent toute discussion sur l'occupation, les violations des droits de l'homme, le rôle du droit international, ou les lois locales de type apartheid où les Palestiniens sont traités différemment des colons juifs qui vivent de façon illégale tout à côté.

À la place, la Cisjordanie est connue sous les noms bibliques de « Judée et Samarie », et son occupation en 1967 devient une « libération ».

Malheureusement, l'effacement par Israël des Palestiniens et de leur histoire se répercute à l'extérieur chez des mastodontes du numérique comme Google et Apple.

Les militants de la solidarité palestinienne ont passé des années à se battre pour que les deux plates-formes incluent des centaines de communautés palestiniennes de la Cisjordanie absentes de leurs cartes, sous le hashtag #HeresMyVillage. Les colonies de peuplement juives illégales, quant à elles, sont favorisées sur ces cartes numériques.

Une autre campagne, #ShowTheWall, a fait pression sur les géants de la technologie pour qu'ils indiquent sur leurs cartes le tracé du mur d'acier et de béton, long de 700 kilomètres, qui sert en réalité à Israël à annexer le territoire palestinien occupé en violation du droit international.

Le mois dernier, des groupes palestiniens ont lancé une autre campagne, #GoogleMapsPalestine, exigeant que les territoires occupés portent la mention « Palestine », et pas seulement la Cisjordanie et la bande de Gaza. La reconnaissance de l'État de Palestine par les Nations-Unies remonte à 2012, mais Google et Apple refusent de les suivre.

Les Palestiniens affirment à juste titre que ces entreprises reproduisent le genre de disparition des Palestiniens bien connu des manuels scolaires israéliens, et qu'elles maintiennent une « ségrégation cartographique » qui reflète les lois de l'apartheid israélien dans les territoires occupés.

Les crimes actuels de l'occupation – démolitions de maisons, arrestations de militants et d'enfants, violence des soldats, et expansion des colonies de peuplement – sont documentés par Israël, tout comme l'étaient ses crimes antérieurs.

Des historiens à l'avenir pourraient bien un jour tirer de l'oubli ces documents des archives israéliennes et faire connaître la vérité. Que les politiques israéliennes n'étaient pas motivées, comme Israël le prétend aujourd'hui, par des préoccupations sécuritaires, mais par un désir colonial de détruire la société palestinienne et de faire pression sur les Palestiniens pour qu'ils partent de leur patrie, et les

remplacer par des juifs.

Les leçons pour les chercheurs à venir ne seront pas différentes de celles apprises par leurs prédécesseurs, qui ont découvert les documents de 1948.

Mais en vérité, nous n'avons aucun besoin d'attendre toutes ces années. Nous pouvons comprendre ce qui, à l'heure actuelle, arrive aux Palestiniens – simplement en refusant de participer à cette conspiration pour les contraindre au silence. Il est temps d'écouter.

Une version de cet article a d'abord été publiée dans le National, Abu Dhabi.

Traduction : BP pour l'Agence Média Palestine

Source : [Mondoweiss](#)